

L'Adresse—M. Plamondon

M. le vice-président: Le débat sur l'amendement reprend.

• (1250)

[Français]

Et je donne la parole à l'honorable député de Richelieu.

M. Louis Plamondon (Richelieu): Monsieur le Président, chers collègues du Parti progressiste conservateur, messieurs les députés de l'opposition, qu'il me soit permis d'abord de profiter de l'occasion qui m'est offerte pour remercier sincèrement les électeurs de la circonscription de Richelieu qui m'ont si massivement appuyé lors des élections du 4 septembre.

Permettez-moi, monsieur le Président, avant d'entrer dans le vif du sujet, de parler brièvement de cette vaste circonscription de Richelieu. On y retrouve des régions très industrialisées comme Sorel-Tracy et la région de Pierreville ainsi qu'une région de pêches dans ce coin-là, la région de Baie-du-Fèbvre et Nicolet où les gens vivent surtout d'agriculture, la région de Bécancour qui est à l'aube d'un développement industriel important grâce à la venue de l'usine Péchiney.

Ma circonscription a aussi souhaité un changement véritable le 4 septembre dernier. Les gens de ma circonscription, las d'un manque de politique en matière agricole, las d'un gaspillage honteux et discrétionnaire du Fonds La Prade, las du manque de décisions pour une relance économique véritable axée sur la création d'emplois permanents, las d'un manque de débouchés pour nos jeunes, ont rejeté un régime vieillissant sans politique véritable qui conduisait littéralement le pays à la ruine.

À la suite de cette décision populaire, le nouveau gouvernement officialisa, lors du discours du trône du 5 novembre, les orientations qu'il entend défendre durant son mandat.

Ce discours révèle au pays entier qu'effectivement le gouvernement entend respecter les engagements fondamentaux pris pendant la campagne électorale. Il révèle la volonté inébranlable de son caucus de mettre fin à 20 ans de querelles mesquines qui ont causé des déchirements dans notre société qui seront difficiles à oublier. Le fédéralisme centralisateur et paternaliste que nos voisins d'à-côté ont professé durant 20 ans, bafouant les aspirations les plus légitimes des provinces, est mort et se doit d'être enfoui le plus profondément possible.

En ce qui concerne le Québec, Denyse Amiot, journaliste pigiste à la Légion canadienne, que l'on ne peut sûrement pas taxer de séparatiste, écrivait: «Les libéraux ont en effet poussé tellement loin leur opposition à toute initiative du Québec, peu importe son mérite, qu'ils ne pouvaient plus, sans se renier eux-mêmes, atténuer ces attitudes qui leur étaient devenues nocives, après avoir, le temps d'un feu de paille, fait leur fortune en 1980. Ils n'ont tellement pas compris ce message des électeurs que, quelques jours avant le scrutin du 4 septembre, le secrétaire d'État y allait d'un autre petit coup de force en tentant de court-circuiter la province en versant directement des fonds aux universités du Québec. Résultat: les recteurs eux-mêmes se sont insurgés et le secrétaire d'État de l'époque, devenu le symbole d'une certaine arrogance, était lui-même battu dans sa propre circonscription.

Quelques mois auparavant, on avait unilatéralement décrété de juridiction fédérale exclusive tout le domaine des pêches du

Québec. Il s'ensuivit des frustrations et surtout un affrontement qui se traduit par une baisse du nombre de prises, des faillites et une colère générale. Résultat: toutes les circonscriptions où la pêche compte pour une ressource importante ont tourné le dos aux libéraux.

Venons en donc, monsieur le Président, à un dossier qui nous touche dans la circonscription de Richelieu. Ce dossier, où plutôt que de négocié de bonne foi avec le Québec la réaffectation des sommes originalement affectées à la construction de l'usine d'eau lourde de La Prade à Bécancour, les libéraux ont choisi de saupoudrer ces montants au gré de leurs fantaisies dans les villes et villages du cœur du Québec. Résultat: toutes ces circonscriptions ont renié cette façon d'agir, même si en apparence, elles y trouvaient leur compte.

Monsieur le Président, ce fédéralisme n'était pas du fédéralisme canadien, il trahissait le véritable esprit avec lequel les Pères de la Confédération canadienne avaient ébauché la Constitution de 1867.

Quant à notre gouvernement, il a déjà clairement indiqué au cours des derniers jours que le changement de cap sera total. Déjà dans les faits, on peut se rendre compte d'une détente dans les relations entre les divers gouvernements provinciaux.

Il est clair que notre tâche est déjà compliquée par 20 ans d'incompétence et un déficit de 34 milliards de dollars. Malgré ce triste héritage, nous du parti progressiste conservateur, nous nous tournons résolument vers l'avenir et réparerons les erreurs du passé.

L'honorable ministre des Finances (M. Wilson), dans sa déclaration économique, a indiqué le seul véritable chemin possible, soit la réduction d'une dette qui, présentement, étrange les marchés financiers canadiens. Cette réduction du déficit, évidemment, ne sera pas facile et on verra peut-être certains de nos projets retardés momentanément. Sachez, messieurs les députés d'à côté, que chaque fois que cela se produira, j'aurai une pensée toute spéciale pour vous. Une réduction du déficit implique des choix. Elle implique un réaménagement des priorités. Déjà la déclaration économique de l'honorable ministre des Finances nous indique où iront certaines priorités. Il est clair qu'un tel choix est difficile et pénible, mais je suis persuadé qu'il tiendra compte des besoins d'une circonscription comme la mienne qui fut littéralement oubliée par les libéraux depuis plus de 20 ans.

En effet, dans une circonscription comme celle de Richelieu, qui fut jadis le fleuron de la métallurgie au Québec et qui a dû subir les affres d'un marché périlant, amplifiées par la non-existence de programmes de recherche et de développement en métallurgie, il est clair désormais que ces régions entières, comme celle de Sorel-Tracy dont 77 p. 100 des emplois industriels sont dans la transformation des métaux et dans la fabrication métallique, ont un besoin urgent d'aide. Durant la campagne électorale, le parti et moi-même avons clairement indiqué que la recherche et le développement seront des priorités. En effet, chers collègues, il est évident qu'aucun pays moderne ne peut envisager l'avenir avec optimisme si son gouvernement ne vient pas en aide à ce domaine vital mais souvent oublié. Voilà pourquoi je veux réitérer ici devant cette Chambre que je travaillerai sans relâche au déblocage de fonds pour la recherche et le développement en métallurgie dont ma circonscription a si grandement besoin.